

## Notes bibliographiques

Volume 53, numéro 3, juillet–septembre 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800744ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800744ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1977). Compte rendu de [Notes bibliographiques]. *L'Actualité économique*, 53(3), 494–501. <https://doi.org/10.7202/800744ar>

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**Le nouvel ordre pétrolier**, par le GROUPE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE (GREEN). 234 pages. LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 1976.

Le volume réunit les textes des communications présentées au 2<sup>e</sup> Colloque International d'Économie Pétrolière de l'Université Laval. Dans un climat de « fin d'époque », une réalité nouvelle émerge et s'impose de plus en plus, l'intervention directe des États tant des pays producteurs que des pays consommateurs, à tous les niveaux de l'activité pétrolière. Le volume

cherche à faire avancer le débat sur ce point en examinant, à la lumière de l'expérience passée des firmes pétrolières transnationales, les contraintes techniques, économiques et politiques que soulève la « gestion de la ressource pétrole ».

Les textes sont groupés autour de 3 grands thèmes. Le premier, « Firmes transnationales et Etat national », examine les relations entre les gouvernements et les firmes pétrolières. Le second, « Les rapports entre Etats : convergence et divergence » étudie la cohésion entre les pays producteurs et consommateurs. Finalement, le troisième thème, « Perspectives d'un nouveau mode de gestion du secteur pétrolier » aborde les questions du rôle des compagnies pétrolières, des mécanismes de détermination des prix pétroliers et du futur ordre pétrolier.

**Les relations du travail au Québec : la dynamique du système**, par le DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. 229 pages. LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 1976.

Ce volume réunit les textes des communications présentées au 31<sup>e</sup> Congrès des relations industrielles, tenu à Québec sous le thème « Où s'en va notre système de relations du travail ? » L'objectif du colloque était de s'interroger sur le fonctionnement et l'avenir d'un système qui tend de plus en plus à susciter des conflits au lieu de faciliter leur résolution.

Diverses questions sont abordées notamment le recours à l'injonction, la médiation politique, les commissions parlementaires, les lois spéciales, l'arbitrage, la détermination des services essentiels, etc. Tous ces modes d'intervention directe dans la solution des conflits, tant des pouvoirs judiciaires que politiques acquièrent une nouvelle signification pour les partenaires sociaux, d'où la question, « le fonctionnement de notre système de relations du travail peut-il encore reposer sur la volonté des parties ? » Finalement, le politologue M. Léon Dion, replace ces interrogations et ces analyses dans le cadre plus général du système socio-économique afin de dégager les éléments de réponse à la question suivante : la paix industrielle est-elle encore possible et quelles en seraient les conditions au-delà du statu quo ?

**Le marché des eurodevises et l'activité internationale des banques canadiennes**, par WAYNE CLENDENNING. 148 pages. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA, 1977.

Entre 1964 et 1974, les activités des banques canadiennes à l'étranger se sont développées à un rythme beaucoup plus rapide que celui de leurs activités nationales. L'auteur estime qu'un tel développement présente un certain nombre d'avantages (gains à l'exportation, augmentation des revenus fiscaux intérieurs, etc.). Toutefois, ces activités présentent plus de risques que les activités proprement nationales (risque d'insolvabilité, instabilité des fonds internationaux, etc.).

Le succès des banques canadiennes s'explique par la réputation dont elles jouissent sur les marchés internationaux. Certains éléments de cette réputation se fondent sur la stabilité des dépôts nationaux des banques garantis par un système d'assurance-dépôts. Toutefois, ce système est en grande partie à la charge des contribuables canadiens. L'auteur propose qu'il soit modifié pour mieux tenir compte des risques auxquels s'exposent les institutions dans leurs transactions internationales. Il recommande également que l'on recueille et publie plus de données sur les différents aspects des opérations internationales des banques canadiennes afin que les risques soient évalués de façon plus précise. Enfin, il estime que la politique fiscale devrait être modifiée de telle sorte que le gouvernement canadien puisse percevoir davantage de revenus qui vont actuellement dans les coffres des gouvernements étrangers.

**The river barons (Montreal businessmen and the growth of industry and transportation 1837-53)**, par GERALD J.J. TUCHINSKY. 310 pages. UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, 1977.

Le livre retrace l'évolution de la communauté des hommes d'affaires montréalais entre les années 1837 et 1853. Cette période correspond à une époque d'intenses bouleversements dans les modes de transport et coïncide avec un développement accéléré de l'industrie manufacturière. C'est le début de l'âge du transport par rail au Canada. L'extension du réseau ferroviaire destine Montréal à une expansion économique considérable. C'est aussi l'époque de la mise en valeur du potentiel hydro-électrique du canal Lachine et de l'implantation, sur ses rives, de la grande industrie.

L'auteur s'intéresse surtout au groupe des entrepreneurs. Il décrit son organisation et sa composition ethnique, française, anglaise, écossaise et américaine, et les raisons de son succès. Il analyse ses objectifs, ses aspirations et ses attitudes en général. Enfin, il explique comment les marchands, les professionnels et les politiciens de l'époque accueillirent, adoptèrent et furent finalement transformés par les innovations dans les modes de transport et le développement de l'industrie.

**Finances et développement : une approche historique**, par FERNAND MATTART. Un volume, 236 pages. CENTRE D'ÉTUDE DES TECHNIQUES ÉCONOMIQUES MODERNES (C.E.T.E.M.), Ed. Cujas, Paris, No 2, 1974.

Il s'agit de l'étude de l'impact des structures financières sur le développement à partir d'expériences réalisées dans plusieurs pays.

Dans la première partie de son ouvrage l'auteur présente un groupe de pays pour qui le point de départ de l'industrialisation a eu lieu avant la première grande guerre : la Grande-Bretagne, le Canada et le Japon. L'Australie fait également partie de ce groupe (même si son décollage est plus récent) étant donné ses liens particuliers avec la Grande-Bretagne et,

comme pour le Canada, la particularité de son industrialisation centrée sur l'agriculture et le commerce extérieur. Ces facteurs sont importants pour la comparaison avec les pays en voie de développement. Enfin, l'auteur consacre le dernier chapitre de cette première partie au rôle joué par l'investissement international avant la première grande guerre.

La seconde partie du livre s'occupe des pays qui sont présentement en voie de développement. Cette fois-ci l'auteur, au lieu de retracer l'évolution historique des expériences passées des pays, s'attarde à décrire les obstacles présents de la formation de capital : obstacles internes et relations internationales entre pays riches et pays pauvres. Enfin il présente deux cas particuliers : le Congo-Kinshasa (aujourd'hui le Zaïre) et le Mexique.

**L'équilibre macro-économique**, par LOUIS EECKHOUDT et MICHEL FALISE. 375 pages. EDITIONS CUVAS et LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, Paris et Québec, 1976.

Le but du présent ouvrage est « d'aider le lecteur à comprendre par lui-même le fonctionnement à court terme d'une économie nationale, c'est-à-dire à être en mesure de formuler un diagnostic et un pronostic conjoncturels » (p. 11).

Les auteurs utilisent les trois méthodes pédagogiques conventionnelles : intuitive, graphique et mathématique (en annexe à la fin des chapitres).

Ce livre s'adresse à la fois aux étudiants du premier cycle, à ceux de l'éducation permanente et au lecteur isolé. Il est divisé en 4 parties : 1) les concepts fondamentaux, 2) analyse macro-économique du court terme avec niveau général des prix constant, 3) analyse macro-économique du court terme avec niveau général des prix variable, 4) de la théorie à la lecture des faits. Cette dernière partie consiste à aider le lecteur à comprendre les phénomènes réels à partir des raisonnements théoriques des trois premières parties. On y aborde les sujets suivants : le produit potentiel, l'hétérogénéité des produits, des facteurs et des marchés, l'inflation, les changements sociologiques institutionnels et politiques, l'expansion, la récession et la politique économique globale à court terme.

**Les comptes économiques de ville**, édité par RÉMY PRUD'HOMME. 362 pages. CENTRE D'ÉTUDE DES TECHNIQUES ÉCONOMIQUES MODERNES (C.E.T.E.M.), Ed. Cujas, Paris, No 9, 1976.

Dans sa présentation du livre, Rémy Prud'Homme donne une définition de l'approche comptable comme outil d'analyse des villes. « Elle consiste à considérer la ville comme le lieu d'échanges entre agents, et à caractériser ces échanges en les agrégeant préalablement par types d'agents ou types d'opération » (p. 4). C'est une approche qui se situe dans la ligne des travaux de comptabilité nationale de Leontieff et de Quesnay.

Les essais d'application de cette méthode de travail au niveau de la ville sont plutôt rares et les travaux complétés sont peu connus. C'est dans le but de combler cette lacune que le colloque de Lille (1973) fut organisé.

Le présent ouvrage est un compte rendu de ce colloque. La première partie contient des travaux reliés à des villes de pays développés : Détroit, Villefranche-sur-Saône, Arras, les villes de Hollande et Rennes. On y présente, également, l'essentiel des comptes établis en France. La deuxième partie s'occupe des villes du tiers-monde : Antsirabé (Madagascar) et les villes d'Algérie. Enfin, R. Prud'Homme conclut ce livre avec une synthèse des grandes idées du colloque et fait le point sur l'approche comptable des villes.

**Normes du travail au Canada dans les lois, les conventions et en pratique**, par PAUL MALLES. — CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA, Ottawa, 183 pages.

Le but de ce travail est « d'identifier et d'analyser certains aspects légaux et institutionnels qui influent sur les mécanismes du marché du travail ». C'est l'étude des règlements établis par la loi et les conventions collectives sur les conditions d'emploi, et plus particulièrement de certaines dispositions ayant une portée sur l'embauchage, le maintien et la cessation d'emploi. L'auteur ne couvre pas le domaine de la sécurité sociale et de ses implications sur le marché du travail.

Les principaux sujets abordés sont : l'évolution des normes du travail au Canada, le cadre institutionnel de l'établissement et de l'application des normes de travail, les normes de travail aux termes des conventions collectives, le travail et le repos et la situation particulière des travailleurs professionnels.

**L'argent et le pouvoir**, par PHILIPPE D'ARCY. 161 pages. LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Collection SVP, 1976.

L'argent est reconnu comme un moyen de transaction important dans l'économie. D'où lui vient ce pouvoir et quel est son rapport avec les autres formes de pouvoir dont le pouvoir politique ? C'est à cette question que l'auteur tente de répondre en présentant une étude des systèmes de pouvoir et en analysant celui de la monnaie.

**Le capitalisme mondial**, par CHARLES-ALBERT MICHALET. 233 pages. LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Collection « Economie en Liberté », 1976.

Selon l'auteur, l'avènement de l'entreprise multinationale nous oblige à substituer à l'analyse économique internationale traditionnelle l'émergence de l'économie mondiale. Il ne s'agit plus de nous limiter au commerce international ; nous devons tenir compte également, du processus nouveau de

« délocalisation » de la production. La notion d'économie mondiale englobe simultanément la circulation et la production internationale.

Cette nouvelle réalité occasionne des changements profonds pour l'analyse théorique traditionnelle : les espaces économiques nationaux ne coïncident plus avec les territoires politiques et les principes de base de la division internationale du travail sont affectés.

**Niveaux d'éducation et carrières professionnelles**, par JEAN-PAUL DE GAUDEMAR et JEAN-PIERRE JALLADE. 117 pages. CENTRE D'ETUDE DES TECHNIQUES ÉCONOMIQUES MODERNES (C.E.T.E.M.), Editions Cujas, Paris, No 3, 1975.

Ce livre est divisé en deux parties. La première a le même titre que le livre et est écrite par J.-P. De Gaudemar. La seconde est intitulée : « Main-d'œuvre qualifiée et performance économique » et est écrite par J.-P. Jallade.

L'objectif de la première contribution est « de reconstituer pour un certain nombre de catégories professionnelles des profils types de carrières » (p. 1). Comme le fait remarquer l'auteur, il ne s'agit pas d'une contribution en théorie économique mais de l'élaboration d'un outil de travail pour les économistes intéressés au problème de l'éducation et du développement économique en général.

Le second article a comme but de « faire le point sur les relations existant entre le niveau de qualification d'une main-d'œuvre et sa performance économique » (p. 61).

Après avoir revu la littérature sur les travaux qui ont considéré la qualification de la main-d'œuvre comme facteur de croissance et qui ont déterminé le niveau de qualification d'une main-d'œuvre à partir d'une situation ou d'un objectif donné, l'auteur ajoute à l'analyse d'autres facteurs qu'il considère importants : le problème de la simultanéité, l'utilisation optimale et la valeur économique des qualifications. Enfin, dans les deux autres parties de son article il aborde le sujet de l'offre des qualifications et la performance économique et celui des fonctions de production appliqués au processus éducatif.

**Evolution de la structure des emplois dans les villes françaises**, par MICHEL NOËL et CLAUDE POTTIER. 122 pages. CENTRE D'ETUDE DES TECHNIQUES ÉCONOMIQUES MODERNES (C.E.T.E.M.), Ed. Cujas, Paris, No 5, 1973.

Cette recherche sur les emplois urbains s'inscrit dans le cadre des travaux sur la mobilité des activités économiques de l'Equipe Espace du C.E.T.E.M. Les auteurs font ressortir la variable « ville » qui n'avait pas encore été jugée pertinente dans l'évolution des activités économiques alors qu'elle constitue un facteur important d'attraction pour les entreprises et les travailleurs.

Après avoir discuté du rôle des activités économiques dans la croissance du réseau urbain, les auteurs mesurent, dans un deuxième chapitre, l'évolution de la structure des emplois entre 1962 et 1968 pour 170 villes et agglomérations françaises de plus de 20,000 habitants. Dans le dernier chapitre, ils montrent qu'une modification de cette structure implique des changements sociaux et économiques.

**Guide de l'analyse avantages-coûts**, par le **SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**. 80 pages. **INFORMATION CANADA**, Ottawa, 1976.

Cette publication complète et remet à jour le *Guide to Benefit-Cost, Analysis*, publié en 1965 par l'éditeur officiel.

Elle est destinée principalement aux planificateurs et administrateurs de la fonction publique. Elle traite des fondements théoriques de l'analyse avantages-coûts et donne une certaine importance aux problèmes pratiques de l'application de cette méthode de travail.

Un des buts visés par cette publication est d'uniformiser l'application et les résultats de l'analyse avantages-coûts dans les ministères et organismes.

Le chapitre premier du guide est une introduction générale du sujet. On y traite de l'historique, de l'utilisation de l'analyse avantages-coûts comme méthode analytique, des emplois et limites de l'analyse, de sa situation dans le cadre de la R.C.B., du rôle du Conseil du Trésor et d'un aperçu de l'analyse avantages-coûts.

Le deuxième chapitre est consacré au fondement conceptuel de l'analyse avantages-coûts : principes généraux, problèmes de mesure et utilisation des prix fictifs, le taux d'actualisation collectif, les critères d'investissement si les effets des projets sont évalués en termes monétaires, le traitement de l'incertitude et la répartition des revenus.

Enfin, le dernier chapitre s'occupe de l'application de l'analyse avantages-coûts. On peut ajouter que le Guide fait de nombreuses références à la littérature la plus récente sur le sujet et présente une bibliographie choisie à la fin.

**Beyond industrial growth**, Edited by **ABRAHAM ROTSTEIN**. 131 pages. **UNIVERSITY OF TORONTO PRESS**, 1976.

Introduit par A. Rotstein, ce livre comprend six contributions d'auteurs différents. Le thème central de l'ouvrage est de définir comment nous devons orienter l'avenir de notre société tout en considérant des priorités autres que celle de la stricte croissance économique.

Le Sénateur Lamontagne est d'avis que « *The Private and Public Institutions which launched the exponential era are no longer adequate to face the problems of that period and to bring mankind to another steady state* ». Il s'en prend particulièrement au processus de décision public.

Tandis que pour M. A.W. Johnson, l'avenir économique doit être en dehors des seules relations de marché conventionnelles et tenir compte des



valeurs sociales et politiques, le professeur Taylor attire l'attention sur le danger d'un régime politique centralisé trop autoritaire. M. Claude Castonguay continue dans le même sens et insiste sur la participation décentralisée et humaine. Entre autres, il propose plus d'autonomie régionale. (En particulier pour le Québec.)

Enfin dans les deux derniers essais, Vivian Rakoff et George Grant abordent d'autres champs d'intérêts également importants : l'abandon prochain du culte marcusien de la libération sexuelle et la dénonciation de la fausse liberté et moralité de l'homme moderne.

**La politique canadienne du pétrole et du gaz naturel**, par T.L. POWRIE et W.D. GAINER. 117 pages. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA, Ottawa, Information Canada, 1976.

Le but de cette étude est d'examiner et d'évaluer les options de commerce international du pétrole et du gaz naturel pour le Canada d'ici 1980 ou 1985.

L'étude comprend quatre chapitres. Dans le premier les auteurs examinent les perspectives en matière d'approvisionnement énergétique à moyen terme au Canada et la question de l'utilisation optimale des ressources énergétiques.

Le deuxième chapitre porte sur le pétrole et le troisième sur le gaz naturel. On y étudie le potentiel canadien et on présente une série de politiques commerciales possibles pour ces deux ressources.

Enfin, dans le dernier chapitre, les auteurs donnent les conclusions de leur analyse et quelques recommandations.

**La coopération économique euro-africaine**, par JACQUES BOURRINET. 189 pages. LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Collection SUP, 1976.

L'objet de ce livre est d'analyser les aspects politiques, économiques, financiers et commerciaux de la coopération économique euro-africaine et de montrer comment une « dynamique de la coopération peut se substituer à une stratégie de la confrontation ».

On y retrouve cinq chapitres : 1) la politique communautaire de coopération au développement, 2) l'aménagement des relations commerciales, 3) la stabilisation des recettes d'exportation, 4) l'organisation de la coopération financière et technique et, 5) un nouveau modèle de relations entre Etats industrialisés et Etats en voie de développement.